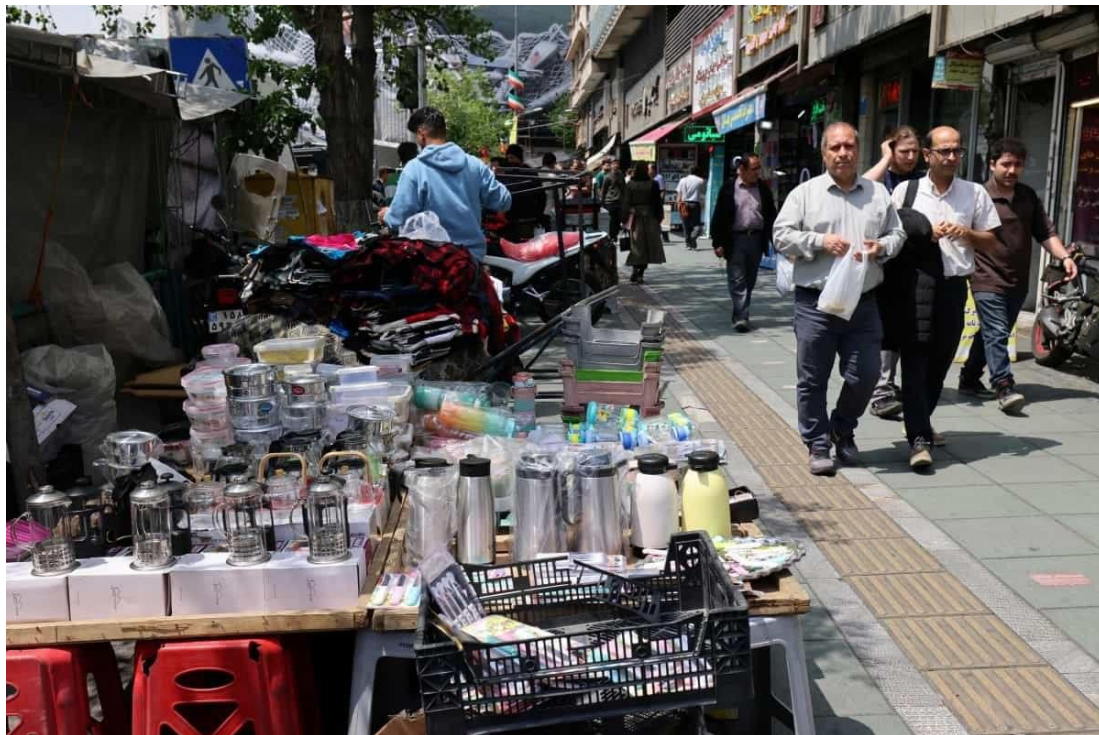




Un cessez-le-feu sur le papier, une guerre qui continue dans les assiettes

L'Iran de l'après-guerre compte des citoyen.nes prise.es dans un étau entre des salaires locaux et des prix mondiaux. D'une part, la situation d'avant-guerre ne peut pas revenir ; d'autre part la période de reconstruction n'a pas encore commencé. En attendant, le coût de la destruction et de l'incertitude est supporté par les classes les plus modestes. Alors qu'elles ont pris part ni aux décisions concernant la guerre, ni aux négociations, elles voient néanmoins la facture de ces deux politiques arriver sur leur table.

Au lendemain de la guerre, la vie quotidienne se heurte à exactement les mêmes sujets qu'auparavant : la file d'attente pour le pain ; le loyer en retard ; l'ordonnance médicale dont on ne peut payer que la moitié des médicaments prescrits ; l'ouvrier/ère qui ne sait pas s'il/elle aura encore son emploi la semaine suivante ; la famille qui pour payer le loyer doit calculer quelle part de sa vie déjà brisée elle doit sacrifier : la viande, les soins de santé ou les déplacements.

Si le cessez-le-feu a fait taire les explosions et dissipé une partie de la poussière qui obscurcissait les regards, l'écho de la guerre, lui, continue de résonner. Il résonne dans les oreilles, mais aussi autour des tables, où le poids de ses conséquences se fait chaque jour davantage sentir.

Les guerres, une fois terminées sur le plan militaire, entrent souvent dans les cuisines : dans le réfrigérateur vide, dans la facture d'électricité, dans le calendrier des factures à régler, dans le loyer d'une petite chambre dont le montant dépasse plusieurs mois de salaire.

L'attaque militaire des États-Unis et d'Israël contre l'Iran a également eu un coût direct sur la vie quotidienne : des mort.es et des blessé.es, des maisons endommagées, des écoles et des hôpitaux mis hors service, des raffineries et des réservoirs de carburant ciblés, des ateliers à l'arrêt, des routes coupées, et des emplois détruits dans les entrepôts, lignes de production, magasins ou unités de service anéantis.

Il n'existe pas encore d'estimation globale et fiable du coût économique total de la guerre, mais ces données fragmentaires suffisent à en rendre les dimensions sociales incontestables. La guerre n'a

pas seulement visé les installations militaires ; elle a détruit encore plus les réseaux interconnectés du travail, de la santé, de l'éducation, de l'énergie, du logement et des moyens de subsistance.

Lorsque le réseau électrique, une raffinerie, un réservoir de carburant, une route, un port, une usine, un centre de télécommunications ou des infrastructures urbaines sont endommagés, le coût ne se limite pas aux lignes du budget d'investissement public ; il se répercute dans les foyers sous forme de coupures d'électricité, de hausse des coûts de transport, de ralentissement de la production, de pénurie de biens, L'augmentation de la part des cotisations de sécurité sociale, de flambée des coûts de construction et de perte d'emplois. Chaque infrastructure détruite entraîne avec elle la dégradation du niveau de vie.

Les dommages causés aux réservoirs de carburant ou aux raffineries ne sont pas seulement une question de prix de l'essence et du diesel ; ils affectent aussi le coût du transport routier, le prix du transport de la farine, celui des matériaux de construction, le fonctionnement des entrepôts frigorifiques pour les produits alimentaires, l'électricité des ateliers et même les déplacements quotidiens des travailleurs/euses. Les perturbations dans les centres de télécommunications ou d'internet ne se limitent pas non plus à la communication : elles désorganisent les ventes en ligne, les transferts d'argent, l'éducation, le travail médiatique, les services de santé et les liens familiaux.

Une école ou un hôpital endommagé impose également un nouveau fardeau aux familles : elles sont de plus en plus contraintes de payer de leur poche des coûts qui devraient relever du système public et collectif.

Salaires en monnaie locale, vie en dollars

L'Iran d'après la guerre, est confronté à une contradiction simple et impitoyable : les coûts sont devenus mondiaux, mais les salaires sont restés locaux. Les matières premières, les médicaments, les pièces détachées, le transport, les parts de cotisations sociales des employé.es, l'énergie, le taux de change et même les attentes du marché financier ne parlent plus qu'en dollars, en euros et en langage de risque géopolitique. Pourtant, l'ouvrier/ère, l'enseignant.e, le/la retraité.e et l'employé.e du secteur public continuent à percevoir leur salaire en rials. Ce fossé n'est pas seulement un écart entre revenus et prix. C'est un fossé entre la vie d'aujourd'hui et celle de l'avenir. Le marché des changes peut absorber cet écart, pas les gens. Après l'annonce d'un protocole d'accord entre les Etats-Unis et l'Iran, le dollar a reculé temporairement et la Bourse a fortement progressé ; mais ce calme ressemblait davantage à une pause politique qu'à une véritable entrée dans une phase de stabilité. Quelques jours plus tard, le dollar et l'euro sont de nouveau entrés dans une phase de volatilité. Tant que le sort des négociations de soixante jours, des sanctions bancaires, des exportations de pétrole, des transports et de l'accès de l'Iran aux marchés financiers ne seront pas clarifiés, le marché des changes ne fixe pas ses cours sur la base d'aujourd'hui, mais sur la peur de demain.

Dans une telle situation, l'insécurité ne se limite pas à la peur des bombes ; c'est aussi la peur d'un bail qui ne sera pas renouvelé, d'un médicament introuvable et d'un prix qui changera encore demain. Tant que l'horizon reste sombre, l'employeur hésite à embaucher, les familles renoncent à consommer, les jeunes renoncent à organiser leur vie et la société se replie sur un mode survie.

Avant même la guerre, l'économie iranienne se trouvait déjà au bord de l'épuisement. L'inflation, les sanctions, la fuite des capitaux, la stagnation des investissements, la crise des fonds de retraite, les déséquilibres énergétiques, une incertitude chronique et la baisse du pouvoir d'achat avaient, depuis des années, progressivement étouffé la vie. Mais la guerre a accéléré et transformé cette dégradation. Ce qui était auparavant une expérience quotidienne de crise est devenu une normalisation de la chute.

Hojjatollah Mirzaei, économiste et ancien directeur des fonds de retraite, a estimé que la croissance économique de l'Iran en 2026 pourrait se situer dans une fourchette de -8,5 % à -10 %. La

contraction du produit intérieur brut signifie la fermeture d'ateliers, une baisse des revenus de l'État, une pression accrue sur les services publics, une réduction des budgets sociaux et la chute de millions de personnes supplémentaires sous le seuil de pauvreté. Et un chiffre est frappant : selon cette même estimation, environ 4,5 millions de personnes supplémentaires pourraient rejoindre la population vivant sous le seuil de pauvreté. Une société pauvre n'est pas seulement une société qui manque d'argent ; c'est une société qui perd la capacité de prendre des décisions pour son avenir.

Quand la récession arrive dans l'assiette

L'indice des directeurs d'achat, appelé aussi PMI en Iran, est un des thermomètres de l'économie le plus rapidement disponible. Lorsque cet indice passe sous le seuil de 50, cela signifie que l'économie est en phase de contraction. En avril 2026 le PMI global de l'économie a atteint 38,5, et le PMI industriel 37,4 soit l'un des niveaux les plus bas de l'histoire de cet indicateur en Iran. La signification de ces chiffres est claire : la production a diminué, les nouvelles commandes ont baissé, les ventes ont reculé, les stocks de matières premières se sont réduits et, les entreprises se sont orientées vers des réductions d'effectifs. La baisse des commandes signifie un atelier qui supprime sa deuxième équipe. La pénurie de matières premières signifie un.e salarié.e venu.e travailler aujourd'hui, mais dont la chaîne de production est à l'arrêt. La baisse des exportations signifie une entreprise qui ne dispose plus suffisamment de devises pour importer des pièces. La diminution des recrutements signifie un.e jeune qui, après des mois de recherche, n'a toujours pas d'emploi. Quand l'industrie ne respire plus, ce n'est pas seulement l'usine qui souffre : le quartier, les commerces, les transports, les familles et la ville rétrécissent avec elle. »

Dans le système qui régit l'économie, les évolutions futures font partie des calculs d'aujourd'hui. Si le directeur d'une usine ne sait pas si les voies commerciales resteront ou non ouvertes, s'il ne sait pas si les sanctions seront levées ou rétablies, s'il ne sait pas si les assurances, les banques et Internet sont fiables ou non, il ne développera pas sa production. La récession ne provient pas seulement d'un manque d'argent ; elle provient aussi de la peur de l'avenir. Après la guerre, l'Iran se trouve dans une telle situation : il n'est plus possible de revenir à la situation d'avant-guerre, et la période de reconstruction n'a pas encore commencé. Entre-temps, ce sont les classes les plus défavorisées qui paient le coût de l'incertitude.

La question du logement est la forme la plus impitoyable de cette pression qui pèse aujourd'hui sur eux. Selon un membre de la commission parlementaire de l'urbanisme et de la construction, plus de 70 % des revenus des ménages sont consacrés au loyer. Cela signifie qu'après avoir payé leur logement, les familles n'ont pratiquement plus rien pour l'alimentation, les soins, l'éducation ou les déplacements. Et cela alors qu'en Iran, depuis des années, le loyer n'est plus seulement un coût lié au logement ; il est devenu un outil de déclassement social. Il pousse les gens du centre-ville vers les périphéries, d'un logement plus grand vers un plus petit, d'un quartier familial vers un environnement géographique plus précaire, et de la stabilité vers l'incertitude. Pendant ce temps, la hausse du coût des matériaux, la pénurie de pièces, les perturbations dans les transports et l'afflux de demandes vers les logements restés intacts après la guerre ont tous contribué à faire augmenter les loyers. Le propriétaire reporte le risque sur le loyer ; le constructeur le reporte sur le prix de vente ; mais le locataire, lui, ne dispose parfois que d'un contrat temporaire et de salaires impayés.

La même logique s'applique à la table familiale. Les rapports économiques montrent que le coût des produits alimentaires essentiels pour une famille de quatre personnes a dépassé en mai 2026 les 21 millions de tomans, soit environ 71,5 % du salaire minimum. Cela signifie que si une famille souhaite simplement couvrir ses besoins alimentaires minimums, la majeure partie de son salaire est déjà consommée à l'avance. Il reste encore à payer le loyer, les transports, les soins médicaux, les vêtements, l'école, Internet, l'électricité et les dettes. « Ce n'est plus la pauvreté au sens classique du terme ; c'est une architecture méthodique de l'impuissance. Chaque jour, les ménages doivent

retirer quelque chose de leur panier de subsistance afin de pouvoir conserver autre chose. Le pain est le dernier rempart de la table familiale. Lorsque le prix du pain double brusquement, la société comprend le message : même le produit le moins cher pour calmer la faim n'est plus sûr ni accessible. Une inflation mensuelle de 8,8 % au mois d'avril, la forte inflation des produits alimentaires et la hausse brutale des dépenses essentielles montrent que la pression des prix a dépassé le stade de l'alerte pour entrer dans une phase d'érosion quotidienne du pouvoir d'achat. Les gens n'ont plus seulement peur de la vie chère ; ils ont peur du prix du lendemain. »

Reconstruire une vie ou retrouver des profits ?

Dans un tel contexte, parler du fonds de reconstruction et de développement de l'Iran de 300 milliards de dollars, mentionné dans le cadre du protocole d'accord entre l'Iran et les États-Unis, peut à première vue apparaître comme une lueur d'espoir. Mais ce fonds, même s'il venait finalement à voir le jour, ne constituerait ni une somme d'argent liquide qui arriverait dès le lendemain dans le quotidien des citoyen.nes, ni une compensation directe, ni une garantie d'amélioration immédiate des conditions de vie. Les rapports indiquent que ce mécanisme devrait principalement prendre la forme d'investissements privés dans des secteurs tels que l'énergie, la logistique, les transports, la production industrielle et les infrastructures. Plus important encore, sa mise en œuvre dépendrait d'un accord final, de la levée ou de la suspension des sanctions, des autorisations financières ainsi que d'engagements politiques et nucléaires.

Le problème est précisément là. Si la reconstruction commence d'en haut — par l'intermédiaire de grands fonds, de projets d'infrastructure, d'entreprises étrangères et de lignes de crédit — cela ne signifie pas nécessairement la reconstruction de la vie des gens. Il est possible que des raffineries, des ports, des industries sidérurgiques et des aéroports soient reconstruits, tandis que les salaires réels continuent de chuter. Il est possible que les investissements affluent, alors que les travailleurs/euses restent sous contrats précaires et dans l'instabilité. Il est possible que des projets soient inaugurés, tandis que le loyer continue d'engloutir l'essentiel des revenus. Une reconstruction sans justice sociale peut n'être qu'un autre nom pour le retour du profit, et non pour le retour à la vie.

Un autre danger est que le fonds de reconstruction, au lieu de compenser les dommages sociaux causés par la guerre, devienne une porte d'entrée vers une intégration plus inégalitaire de l'Iran au marché mondial. Cela signifie que le coût de la guerre continuerait de peser sur les travailleurs/euses, les locataires, les retraité/es et les familles touchées, tandis que les bénéfices de la reconstruction reviendraient aux entreprises sous-traitantes, aux investisseurs étrangers, aux intermédiaires financiers et à certaines fractions de la classe dirigeante.

Dans un tel scénario, la reconstruction pourrait devenir une nouvelle forme de reproduction de la crise des moyens de subsistance qui existait avant la guerre : les citoyen.nes vivraient avec une monnaie nationale dépréciée, tandis que l'avenir du pays serait évalué à travers des contrats en dollars, des rendements du capital, des privilèges particuliers et une main-d'œuvre à bas coût. C'est ici qu'il faut poser la question : qui paie les dommages de la guerre et qui profite de la reconstruction ? Si les pertes deviennent sociales mais que les profits restent privés, le fonds de reconstruction ne sera pas un moyen de surmonter les dégâts de la guerre, mais la continuation de celle-ci dans le cadre économique.

D'un autre côté, le fonds de reconstruction peut aussi devenir un instrument de pression politique. Lorsque l'accès au capital, à la reconstruction et à la levée des restrictions est conditionné au comportement futur de l'Iran, l'économie du pays restera plongée dans une forme d'incertitude permanente. L'investisseur attend, le gouvernement attend, le marché des devises attend, l'usine attend. Mais les ménages ne peuvent pas attendre. Le loyer arrive à la fin du mois. Le pain est acheté chaque jour. Les médicaments doivent être obtenus en temps et en heure. Les conditions de vie, contrairement à la diplomatie, ne connaissent pas les délais de soixante jours.

La question de l'Iran après la guerre ne se limite pas à la reconstruction des destructions matérielles, mais concerne aussi la reconstruction de la capacité à vivre. Un pays où des millions de personnes travaillent mais restent pauvres, dont l'industrie demeure en dessous du seuil de stagnation, où des familles consacrent plus de 70 % de leurs revenus au loyer, et où les salaires sont épuisés avant la fin du mois, ne peut pas être sauvé par un simple fonds d'investissement. Une réelle reconstruction doit commencer par l'alimentation, le logement, les salaires, les soins de santé, l'école, la sécurité de l'emploi et la compensation directe des dommages de guerre. La guerre s'est peut-être arrêtée dans le ciel, mais son écho continue dans le prix du pain, dans les factures de loyer, dans l'arrêt des lignes de production, dans les files d'attente pour les médicaments, dans les logements endommagés, dans les emplois perdus et dans le regard d'une jeune qui ne planifie plus son avenir. La fin de la guerre, si elle doit avoir un sens, doit commencer par le retour de l'avenir dans la vie quotidienne. Non pas seulement par la réouverture des détroits, la libération des actifs et la signature d'accords, mais par cette simple question : avec quel espoir une famille dont les revenus sont locaux mais les dépenses mondiales se réveillera-t-elle demain ?

(Texte publié par le groupe « Union des retraités - Iran », <https://t.me/GEtehadbazneshastegan>, et traduit par la rédaction d'*Echo d'Iran*)